Le Chantier

FAIRE LA DIFFÉRENCE

Patrick Duguay
Président du Chantier de l'économie sociale

Les soubresauts de l'économie mondiale et ses répercussions sur l'économie du Québec et de ses régions occupent les unes de nos journaux alors que les fondements de l'économie mondiale sont ébranlés. En ces temps où les marchés financiers doivent se redéfinir, où les défis environnementaux s'imposent aux leaders du monde et que l'équité entre les États doit être repensée, rien ne semble aller… et pourtant…

Historiquement les crises économiques ont été des périodes de développement pour l'économie sociale. La naissance du mouvement mutualiste et coopératif, l'éclosion des coopératives agricoles et d'épargne au Québec, la création de multiples associations pour répondre aux besoins des collectivités jusqu'à la naissance du Chantier à l'occasion du Sommet de l'économie et l'emploi en 1996 ont tous eu lieu à des périodes économiques difficiles. Ce sont des citoyens, à travers l'action collective, qui ont choisi, à chacun de ces moments, de se prendre en main et d'apporter des réponses innovantes aux besoins de la collectivité.

Même si le Québec a été moins touché que d'autres régions de la planète, la remise en question de nos façons de faire du développement se propage. La recherche d'un autre modèle économique, une « économie autrement » qui intègre des finalités sociales et écologiques, est plus que jamais à l'ordre du jour.

L'économie sociale constitue une des clés de voûte de cette autre économie. Il n'est donc pas vraiment surprenant de constater que le soutien et l'intérêt pour son développement ont continué à croître au Québec et ailleurs au cours de la dernière année et que les opportunités d'avancer sont nombreuses. L'annonce du Plan d'action gouvernemental en économie sociale en novembre 2008 a marqué un pas de plus dans la reconnaissance de la contribution importante de l'économie sociale au développement du Québec.

Ce qui fait une réelle différence dans la capacité de l'économie sociale, c'est la persévérance de ceux qui la portent. Ils sont des hommes, des femmes et des collectivités entières qui persistent dans la mise en œuvre de solutions durables au mal développement et à la réponse aux besoins de leurs semblables. Au Chantier de l'économie sociale, ils sont 31 membres au conseil d'administration et 12 de l'équipe permanente à se consacrer à sa construction.

L'année qui commence réserve encore bien des chantiers à défricher. Pour y arriver, le Chantier peut s'appuyer sur les outils collectifs que sont le RISQ et la Fiducie du Chantier ainsi que sur les partenariats solides développés au cours des années.

Ces gens exceptionnels de toutes les régions sortent des sentiers battus pour offrir des solutions durables aux multiples problèmes auxquels font face nos collectivités partout au Québec, du logement communautaire à l'aide domestique nécessaire pour les personnes en perte d'autonomie, de la démocratisation de l'accès à la culture à l'offre de produits agroalimentaires sains et près de chez nous, de l'éducation de nos enfants à l'élaboration de solutions écologiques innovatrices… Ces gens font la différence. ■

Assemblée générale annuelle du Chantier

Le vendredi, 23 octobre 2009, de 8h30 à 16h30
À la Maison de la culture Maisonneuve
4200, rue Ontario Est (coin Desjardins), Montréal

UNE ACTION CITOYENNE POUR UN MOUVEMENT CITOYEN

Nancy Neamtan
Présidente-directrice générale

L'année 2008–2009 a été caractérisée par l'arrivée d'une nouvelle crise qui, par sa profondeur—une crise à la fois financière, économique et environnementale—et par son ampleur, dépasse celles que nous avons connues de notre vivant. Malgré ce contexte de crise, la dernière année a été une période de développement pour l'économie sociale au Québec ainsi que pour le Chantier en tant qu'organisation représentative de ce mouvement. Les avancées ont été nombreuses.

En novembre 2008, une reconnaissance politique importante a été accordée à l'économie sociale avec l'adoption du Plan d'action gouvernemental en économie sociale qui a aussi permis la consolidation du processus de régionalisation, par le financement des pôles régionaux et par le renforcement du rôle des acteurs et des entreprises d'économie sociale dans le développement des économies locales et régionales. Nous avons aussi connu une multiplication des initiatives visant à accroître l'offre de financement aux entreprises. Les partenariats entre le Chantier et des organisations municipales, des mouvements sociaux et des acteurs locaux et régionaux se sont renforcés. Le Chantier de l'économie sociale a consolidé sa reconnaissance comme acteur incontournable au Québec et l'attention internationale pour l'expérience québécoise en matière d'économie sociale n'a fait que croître. Nous ne pouvons pas passer sous silence le travail considérable accompli auprès des jeunes, des personnes issues de l'immigration et des autochtones.

Au Chantier de l'économie sociale, nous avons travaillé sur plusieurs fronts afin de créer les conditions favorables pour les entreprises collectives sur tout le territoire. Le soutien aux secteurs, la diversification des produits financiers, la mise en œuvre de nouvelles stratégies de commercialisation et la préparation de la relève ont été au cœur de nos actions. Le Chantier a pleinement participé aux réflexions collectives en cours—sur la lutte à la pauvreté, l'occupation du territoire et les stratégies de sortie de crise—et a mis de l'avant à chaque fois l'importante contribution de l'économie sociale à ces enjeux. La solidarité internationale et les liens avec des réseaux partenaires dans d'autres pays ont aussi fait partie des actions structurantes du Chantier.

Si la tendance forte est celle du développement, à la fois par la création d'entreprises et d'outils structurants pour leur développement (financement, commercialisation, recherche, formation), il y a néanmoins quelques bémols à ce bilan positif. Plusieurs secteurs, notamment l'aide domestique, ont vécu des échecs dans leurs efforts d'améliorer leur situation. D'autres ont été frappés par les impacts de la crise et d'autres ont subi des attaques frontales. C'est le cas des CPE, qui ont tout de même réussi à repousser la menace de démantèlement de leur réseau, tout comme pour le secteur de la gestion des matières résiduelles qui a été fortement ébranlé par une modification législative à la fin juin. Il est clair que ces enjeux feront partie des priorités du Chantier pour l'année à venir. La démonstration des bénéfices collectifs de la consolidation et du développement des entreprises d'économie sociale québécoises demeure un travail constant et sans relâche.

À l'instar des autres années, les réussites du Chantier s'appuient sur une combinaison gagnante—celle d'un conseil d'administration engagé, d'une équipe permanente dévouée, d'un ancrage territorial fort et de partenaires solidaires. Je tiens à les remercier tous et toutes pour leur contribution. Le Québec a plus que jamais besoin de cette action citoyenne au cœur de l'économie afin de construire des communautés plus solidaires et une société plus équitable, démocratique et inclusive. Le Chantier de l'économie sociale demeure fermement engagé dans son soutien à ce mouvement citoyen. ■

L'aide domestique : encore du travail sur la planche

Au chapitre des contradictions, le gouvernement marque des points

Chantal Aznavourian

Alors que les différents gouvernements insistent tour à tour sur l'indispensable virage ambulatoire, sur l'importance du maintien à domicile, sur l'urgence de désengorger les hôpitaux et de fermer des places dans les centres d'accueil, les entreprises d'économie sociale en aide domestique en arrachent pour pouvoir offrir leurs services aux personnes âgées et aux personnes qui ont des limitations temporaires ou persistantes.

Avec un sous-financement, un Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique (PEFSAD) qui n'a jamais été indexé en 12 ans, les entreprises usent de leur plus grande imagination pour continuer à offrir des services sécuritaires, accessibles et de qualité à la population. De plus, dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, elles ont de plus en plus de difficulté à recruter du personnel qualifié ou qualifiable au salaire qu'elles sont en mesure d'offrir.

André Richard, codirecteur de l'entreprise Multi-Services située en Gaspésie, s'interroge : « Alors qui va payer la note? Les entreprises ne veulent pas que ce soit les usagers qui sont, pour la grande majorité, des personnes peu fortunées. Si le gouvernement n'agit pas rapidement, ce sont des centaines de personnes qui ne pourront plus se payer des services qui deviendront financièrement inaccessibles. Ces personnes risqueront de perdre plus rapidement leur autonomie et se retrouver hébergées en CHSLD au coût de 55 000 $ par année. »

Sensibilisé à cette question, le Chantier a travaillé en soutien à la Coalition des entreprises d'économie sociale en aide domestique comme le précise Marie-Claude Gasse, présidente de la Coalition et directrice de l'entreprise Coup de main à domicile, située dans le Bas-St-Laurent : « Le Chantier de l'économie sociale a été un soutien indéfectible tout au long de l'année pour la tenue des rencontres de la Coalition et des comités de travail, la réalisation de nos activités et la tenue d'une conférence de presse avec la Table pour l'actualisation du PEFSAD. »

De plus, le Chantier a fait les représentations nécessaires afin que le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) inscrive la question de l'aide domestique dans ses priorités dans le cadre de son plan d'action. Avec l'aide du Chantier et du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ESAC), ceci a permis le déploiement de portraits régionaux et la promesse de la création d'un comité interministériel afin de revoir le financement des EESAD.

Toutefois, la question demeure urgente et, malgré les demandes pressantes des EESAD auprès du MSSS pour l'indexation des aides financières du PEFSAD et les promesses de la ministre déléguée aux affaires sociales, aucune véritable solution monétaire n'a été proposée avant l'automne 2009.

Ce dossier restera prioritaire pour le Chantier de l'économie sociale.

Une bataille inattendue

À l'automne dernier, le gouvernement fédéral a entrepris de réviser les conditions d'obtention du numéro de charité aux EESAD. Les fonctionnaires ont débarqué dans les entreprises afin de vérifier leur conformité aux règles d'obtention des numéros de charité. Cette révision aurait pu avoir de lourdes conséquences sur les entreprises concernées comme le précise madame Hélène St-Laurent, directrice de l'entreprise Entre-Tiens de la Haute-Gaspésie : « Notre entreprise n'avait plus le choix. On aurait dû fermer nos portes et laisser 2 000 personnes sans services ». Le Chantier de l'économie sociale, interpellé par de nombreuses EESAD, a aussi organisé plusieurs rencontres avec les entreprises et un avocat, a fait des représentations auprès des différents paliers de gouvernement et a organisé une conférence de presse à laquelle plusieurs entreprises ont participé.

L'ensemble des actions entreprises s'est soldé par un recul du gouvernement fédéral qui a stoppé les mesures correctives qui mettaient en danger la survie des entreprises.

Les préposé(e)s d'aide à la vie domestique enfin reconnu(e)s !

Le Chantier de l'économie sociale a continué de participer aux travaux du CSMO-ESAC qui ont mené à l'adoption d'une Norme professionnelle-Préposé-e d'aide à la vie domestique par la Commission des partenaires du marché du travail au printemps 2009. C'est avec beaucoup de bonheur que les préposé(e)s des EESAD accueillent cette norme car elle représente la reconnaissance tant attendue d'un métier qui, jusqu'alors, était peu connu et peu valorisé. Le Chantier suivra le déploiement de cette norme dans les entreprises qui commencera par une première étape importante : la formation des compagnes et des compagnons. ■

SOMMAIRE

ÉDITORIAUX 1
ACTUALITÉS 2
FINANCES 5
LE CHANTIER 7
MOTS CROISÉS 11

Le genre masculin est utilisé sans discrimination dans le seul but d'alléger le texte.

Conception graphique et production :

UN 20
COOP DE TRAVAIL
1-20MÉDIA
[www.1-20media.coop]

Chez soi : Le premier choix ? Faut en avoir les moyen$! Campagne de carte postale des organismes représentant les EÉSAD

économiesocialequébec
www.economiesocialequebec.ca
CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Des citoyens et de la culture

Geneviève Huot

Engagement citoyen, entreprises d'économie sociale, culture. Trois concepts qui, jusqu'à cette année, ne s'étaient encore jamais retrouvés dans une même étude. En 2008, en réponse à une piste d'action formulée lors du Sommet de l'économie sociale et solidaire de 2006, le Chantier de l'économie sociale, en collaboration avec plusieurs partenaires, a mis de l'avant un projet appelé *Pour un renforcement de l'action citoyenne en culture à travers l'économie sociale* ayant permis de réaliser la toute première étude sur la question de l'engagement citoyen dans un type particulier d'entreprise qu'on a nommé « entreprises d'économie sociale où il y a engagement citoyen dans l'organisation de la culture ».

Selon Jean-Marie Lafortune, professeur au Département de communication sociale et publique de l'UQAM, « ce qui fait l'originalité de cette étude réside dans l'idée d'avoir voulu explorer l'apport de gens qui ne sont pas des professionnels des arts et de la culture dans l'organisation de la culture. On s'est aussi intéressé aux retombées de cet engagement sur les plans personnel, social et territorial. »

Il faut souligner que la définition utilisée pour sélectionner les entreprises participantes à cette étude précise qu'elles se « distinguent par leur engagement dans des actions porteuses de l'intérêt collectif, par leur enracinement dans leurs milieux et par leurs structures de gouvernance composées majoritairement ou exclusivement de non professionnels du domaine des arts et de la culture. »

Après avoir réalisé un inventaire des entreprises correspondant à ces critères, un questionnaire d'enquête et des groupes de discussion, les résultats de l'étude ont été présentés, à Québec, le 2 juin 2009, lors d'un séminaire réunissant 75 personnes de partout au Québec.

Ce qui ressort principalement est que l'engagement citoyen en culture est une réalité implantée sur l'ensemble du territoire québécois et qui semble plus présente en dehors des régions centrales. Dans la vaste majorité des cas, cet engagement citoyen n'est pas le fruit du hasard; il est encouragé par les professionnels du domaine des arts et de la culture qui dirigent les entreprises. Ils reconnaissent volontiers qu'il y a des avantages à avoir un conseil d'administration diversifié regroupant des expertises autres que culturelles. L'étude démontre également que les non professionnels apportent non seulement des compétences en gestion ou en finance, mais s'impliquent aussi dans des décisions d'ordre artistique. Ce qui fait de ces entreprises d'économie sociale où il y a engagement citoyen dans l'organisation de la culture des lieux favorisant fortement la médiation culturelle.

Ces conclusions font d'ailleurs ressortir plusieurs effets de l'engagement citoyen dont l'accroissement de la vitalité culturelle en permettant de diversifier davantage l'offre culturelle, la démystification de la culture, la participation à l'occupation dynamique du territoire en exerçant un pouvoir attractif sur les populations, la contribution au développement du sentiment d'appartenance de l'ensemble des citoyens envers un milieu où ils peuvent jouer un rôle actif dans le développement de la culture et la facilitation de l'obtention d'appuis politiques et financiers pour les entreprises.

À la lumière de ces conclusions, Jean-Pierre Bédard, directeur administratif au Théâtre Périscope et membre du Pôle régional d'économie sociale de la Capitale-Nationale, constate qu'« en combinant à la fois des missions économiques, sociales et culturelles et en jouant un rôle dans l'occupation du territoire, les entreprises concernées par le projet cadrent difficilement avec les critères des différents programmes de financement existants. Une très grande majorité d'entre elles éprouve des difficultés financières. De même, puisque l'engagement citoyen en culture est une réalité peu documentée et peu connue, elles éprouvent souvent des difficultés à faire reconnaître leur spécificité. »

Fort de cette étude, le comité responsable du projet a donc formulé une recommandation et une série de pistes d'action visant à mieux soutenir l'engagement citoyen au sein de ces entreprises. Ces éléments pourront être consultés dans le rapport final du projet qui sera bientôt disponible.

Rappelons que ce projet a été financé par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. ■

Les Centres de ressources périnatales : des services dont le Québec a besoin pour grandir…

Chantal Aznavourian

Selon les plus récents chiffres de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), 21 100 naissances ont été enregistrées au cours des trois premiers mois de 2009. C'est 550 naissances de plus que pour le premier trimestre 2008, une année où le taux de fécondité des Québécoises a dépassé 1,74 enfant par femme, un niveau qui le ramène avant 1976. Pour une troisième fois consécutive, le déclin de la population est reporté. Le Québec était la province où les naissances étaient les plus faibles. Aujourd'hui, il est parmi les provinces les plus prolifiques, avec l'Alberta et la Colombie-Britannique.

Il serait donc impératif de continuer d'investir dans les plans gouvernementaux incitatifs pour stimuler les naissances, offrir de meilleurs services et diversifier l'offre sur tout le territoire. Même si les besoins s'expriment différemment selon les régions et en fonction de la composition sociodémographique de chacune, peu de localités offrent des services intégrés en périnatalité. Bien sûr, les cas les plus problématiques sont pris en charge partout sur le territoire québécois, mais un nombre important, voire majoritaire, de familles n'a pas accès aux services. Même lorsque le « nombre le justifie », comme c'est le cas sur l'île de Montréal qui ne compte que deux CRP, les services sont difficilement accessibles.

Or, depuis 2003–2004, le gouvernement du Québec maintient, avec indexation, le financement des Centres de ressources périnatales (CRP) au même niveau et n'a pas autorisé la création de nouveaux centres malgré l'accroissement du nombre de naissances et l'impossibilité de fournir les services sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, près d'une dizaine de ressources périnatales tentent d'être reconnues et financées comme entreprises d'économie sociale et ne trouvent aucun écho auprès du gouvernement.

De plus, depuis l'an dernier, le financement des CRP a été régionalisé et ce sont les Centres de santé et services sociaux régionaux (CSSS) qui ont reçu l'enveloppe. Mais celle-ci n'est pas dédiée. Ce qui veut dire que si un CSSS considère que le service n'est plus dans ses priorités, le financement d'un CRP dans une région peut être coupé.

C'est pourquoi le Réseau des CRP a interpellé le Chantier de l'économie sociale afin de l'accompagner dans ses démarches face aux enjeux et aux défis auxquels les CRP font face.

Rappelons que le Réseau des CRP du Québec regroupe des entreprises d'économie sociale qui offrent un éventail d'activités et de services de soutien en périnatalité adapté aux besoins des familles et basé sur les principes de participation, de prise en charge et de responsabilité individuelle et collective. On retrouve, en général, les services suivants : un service de relevailles, une halte-garderie pour les poupons, des ateliers prénataux, des ateliers postnataux, des services individuels et de groupe, un service d'accueil, d'information, de documentation et de référence, des services de soutien à l'allaitement, des rencontres entre mères et entre pères. L'offre de services d'un centre est complémentaire à l'offre de services du réseau public et des organismes communautaires présents dans son milieu au moment de l'implantation de l'entreprise et diffère donc d'un CRP à l'autre.

En conclusion, nous laisserons le dernier mot à madame Louise Boucher, directrice du Réseau des CRP du Québec : « Nous sommes fiers que notre société se soit donnée une Politique de périnatalité, mais nous maintenons que les services offerts par nos centres sont essentiels à l'équilibre de nos familles et de nos enfants et indispensables pour que le Québec puisse grandir encore et toujours! » ■

800 emplois menacés en gestion des matières résiduelles

Charles Guindon

Depuis le 17 juin 2009, à la suite d'une modification à la Loi des cités et villes du Québec, les municipalités ne peuvent plus convenir d'ententes de gré à gré avec les OSBL pour les services de gestion des matières résiduelles. Cette décision est le résultat d'un intense lobby du secteur privé.

Avec cette modification, 14 entreprises d'économie sociale et 803 emplois sont menacés. Des MRC et des municipalités de 11 régions différentes —ayant déjà choisi de se prévaloir de cette mesure—ne peuvent plus signer de nouvelles ententes de gré à gré avec les entreprises d'économie sociale qu'elles avaient choisies comme partenaires.

Le nouveau ministre Laurent Lessard, du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), a été mis au courant de ce problème important qui touche non seulement les entreprises d'économie sociale, mais également les municipalités, les privant ainsi d'un outil puissant de développement local, de gestion environnementale et de contrôle de coûts.

Il faut préciser que les municipalités choisissent volontairement de contracter avec une entreprise d'économie sociale car la gestion collective offre de grands avantages, notamment sur la transparence et le contrôle des coûts, le soutien de la communauté (participation citoyenne) à l'atteinte des objectifs environnementaux et sur les retombées directes dans la collectivité (emplois locaux, intégration).

Selon les derniers chiffres fournis par le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED), les cinq plus gros lieux d'élimination du Québec se partagent plus de 75 % de tous les déchets destinés aux lieux d'enfouissement de la province qui en compte pourtant 62 sur l'ensemble de son territoire.

L'économie sociale n'a pas encore gagné sa place dans le marché de la gestion des matières résiduelles. Le secteur privé y prend encore la part du lion et certaines grandes entreprises voudraient bien éliminer l'économie sociale du marché. Sans compter que de petites entreprises privées locales se voient également menacées par cette décision. Le marché de la gestion des matières résiduelles en est un à concurrence limitée. ■

15 000 logements en développement, **1,65 milliard $ dans l'économie du Québec**

Charles Guindon

Selon les données de la Société d'habitation du Québec et de l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ), plus de 4 700 logements sont en voie de réalisation et 11 500 logements supplémentaires sont en préparation, pour une contribution potentielle de plus de 1,65 milliard $ à l'économie des régions du Québec. Pour arriver à ces chiffres, il faudra s'assurer que le gouvernement du Québec renouvelle le programme AccèsLogis pour les 5 prochaines années.

Le Chantier a participé activement à la Coalition en habitation communautaire, dirigée par l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ), la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH) et le Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH). Cette coalition a réussi à mobiliser un grand nombre d'acteurs, dont la Fédération québécoise des municipalités et l'Union des municipalités du Québec, en faveur du renouvellement du Programme AccèsLogis.

De plus, suite aux efforts concertés de la Coalition et du Front d'Action Populaire en Réaménagement Urbain (FRAPRU), 1 125 organismes québécois ont signé des lettres réclamant des investissements en logement social et communautaire. Selon Édith Cyr, porte-parole de la Coalition pour l'habitation communautaire, « la démarche conjointe de tant d'organismes démontre non seulement la pertinence du logement social et communautaire, mais aussi l'ampleur et la variété des besoins auxquels il répond ». Elle ajoute que ces appuis viennent s'additionner à ceux déjà exprimés par l'Union des municipalités du Québec, la Fédération québécoise des municipalités, la Communauté métropolitaine de Montréal, les villes de Montréal et Québec, ainsi que de nombreuses autres municipalités. Au début de 2008, plus de 29 000 personnes avaient aussi signé une pétition réclamant la prolongation d'AccèsLogis pour une période de 5 ans.

Ces efforts concertés ont permis de convaincre le gouvernement du Québec d'ajouter des fonds additionnels permettant la réalisation de 3 000 logements supplémentaires. De même, durant la dernière campagne électorale, monsieur Jean Charest, actuel premier ministre du Québec, s'est lui-même engagé par lettre à prolonger « le programme AccèsLogis Québec pour 5 ans à raison d'un minimum de 3000 nouvelles unités par année, pour un total de 15 000 nouveaux logements sociaux et communautaires ». Cet engagement avait été pris avant le budget fédéral qui a annoncé 450 millions $ en deux ans pour la construction de nouveaux logements sociaux au Canada, dont près de 112 millions $ devraient être disponibles pour le Québec. Par la suite, la Coalition a repris son travail en visant un plan quinquennal dans le prochain budget.

Toujours dans l'objectif de favoriser le développement de l'habitation sociale et communautaire, le Chantier a poursuivi son travail avec les réseaux de l'habitation communautaire, le gouvernement du Québec—ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), la Société d'habitation du Québec (SHQ) et le ministère des Finances—et des investisseurs institutionnels importants, dans le but de créer un nouveau produit financier, en complémentarité avec les investissements publics, sur le modèle du Fonds d'investissement Montréal, afin de lever des investissements privés pour le logement communautaire tout en s'assurant du renouvellement à long terme du programme AccèsLogis.

Rappelons que le Chantier de l'économie sociale est membre des conseils d'administration du Fonds québécois d'habitation communautaire (FQHC) et du Fonds d'investissement Montréal (FIM). Le FQHC a pour mission de favoriser la réalisation et le maintien de logements communautaires de qualité à coût abordable. Le FIM, depuis 12 ans, a pour mission de lever des fonds privés pour le développement de projets d'habitations communautaires à Montréal. Le Chantier participe également aux travaux du CAP habitat de l'ARUC en économie sociale. ■

Économie sociale et personnes issues de l'immigration : **un tango qui ne se danse pas encore à deux**

Chantal Aznavourian

Si l'économie sociale est un terreau favorable à l'intégration des personnes issues de l'immigration et à l'exercice de la citoyenneté, ces dernières sont malgré tout peu présentes dans le domaine de l'entrepreneuriat collectif. C'est sur ces constats du Sommet de l'économie sociale et solidaire de 2006 que le Chantier de l'économie sociale travaille, depuis deux ans, de façon concertée sur la question.

Compte tenu du peu de littérature ou de recherches sur le sujet, c'est à partir des réflexions des membres du comité d'orientation, formé par le Chantier de l'économie sociale, que les axes de travail ont été définis.

Que ce soit au Québec ou au Canada dans son ensemble, les personnes issues de l'immigration participent activement au développement des communautés par leurs apports social, économique, politique et culturel. Néanmoins, si ces personnes sont très présentes dans les sphères commerciales et financières de l'économie privée, on constate que leur participation aux initiatives d'économie sociale est moindre. « Sans considérer les personnes issues de l'immigration comme une "commodité" pouvant répondre à des besoins toujours définis par la communauté d'accueil, elles représentent tout de même un capital humain essentiel au développement des entreprises d'économie sociale au regard des défis qu'elles doivent relever [relève entrepreneuriale, main-d'œuvre, apport de savoirs diversifiés, innovation dans les pratiques, …]. » souligne madame Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale.

Cependant, comme l'a constaté madame Nahid Aboumansour, directrice générale de Petites Mains : « Je ne pense pas que les gens vont aller vers l'économie sociale aussi facilement, vu les difficultés à l'arrivée. Pour qu'une entreprise d'économie sociale fonctionne, il faut aller sur le terrain et répondre à un besoin, en s'adaptant au fur et à mesure que de nouveaux besoins apparaissent. Or, avant de pouvoir cibler ceci, les personnes immigrantes doivent d'abord s'intégrer—apprendre le français, les façons de faire, le mode de communication—et avoir une expérience de travail réelle au Canada ». Elle souligne les difficultés d'intégration malgré les efforts. Par exemple, le taux de chômage trois fois plus élevé chez les personnes immigrantes en témoigne.

Aussi, afin de mieux connaître les parcours qui amènent des personnes issues de l'immigration à l'économie sociale, une étude de portraits (Axe 1) a débutée. Les premiers résultats devraient être connus à l'automne 2009. Les difficultés rencontrées par l'équipe de recherche pour joindre des entrepreneurs collectifs issus de l'immigration démontrent déjà que ceux-ci sont sous représentés, par rapport à la population en général, à Montréal, comme dans les autres régions.

Par ailleurs, la question de l'information et de la sensibilisation à l'économie sociale a été soulevée par plusieurs. C'est pourquoi, un sous-comité a été créé sur cette question. Ces rencontres ont permis de cibler de façon plus précise des groupes ou des personnes à qui les outils de sensibilisation et d'information s'adresseraient, le mode d'approche et les outils à développer. Une enquête a également été menée, en collaboration avec le Conseil des relations interculturelles, auprès des organisations de soutien au développement pour connaître la part de projets portés par les personnes issues de l'immigration et savoir si elles avaient développé des outils ou des approches spécifiques pour ces personnes. Les résultats de cette enquête sont actuellement en cours d'analyse.

Enfin, comme madame Cynthia Collette de la CDEC de Sherbrooke le soulevait : « Si l'économie sociale peut être une porte d'entrée par l'emploi, il faut donc sensibiliser nos entreprises d'économie sociale à la diversité. Il faut aussi faire en sorte que l'expérience en emploi des personnes immigrantes en économie sociale soit participative afin d'ouvrir des possibilités, de créer des tremplins. Par la participation et l'intégration, on peut aller chercher leurs forces et leur créativité. » En effet, si l'on veut attirer des personnes issues de l'immigration, il faut favoriser des pratiques de gestion de la diversité dans les entreprises d'économie sociale. Le sous-comité de travail, créé à cet effet, s'est attardé sur le type d'outils à développer pour équiper au mieux les entreprises d'économie sociale en matière d'accueil des personnes issues de l'immigration dans leur organisation mais aussi sur la gestion de la diversité dans leurs entreprises. Il a été choisi de réaliser un outil de référence simple, efficace et facile à consulter pour les entreprises. Cet outil est en cours de réalisation.

Sachant que le Chantier de l'économie sociale se penche sur la question de l'immigration, celui-ci a été approché par différentes organisations, dont Compagnie F, le Comité Coop de St-Jérôme et la CDR Saguenay–Lac-St-Jean. De nouvelles collaborations sont à prévoir pour l'année à venir.

Il est important de souligner que ce projet est soutenu financièrement par le ministère de l'immigration et des communautés culturelles, par la Caisse d'économie solidaire et par le GRAP-Montréal qui alloue une ressource humaine pour la réalisation de la recherche sur les portraits. ■

FINANCES

Du capital patient qui fait ses preuves

Liette Courchesne

L'année 2009 a marqué une étape importante pour la Fiducie du Chantier de l'économie sociale. C'est cette année que les investissements autorisés auprès des entreprises d'économie sociale ont franchi le cap des 10 millions de dollars. « Que de chemin parcouru depuis la mise en place de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale. En près de 2 ans et demi nous avons ainsi pu soutenir 33 entreprises qui ont généré 60 M$ dans l'économie du Québec mais, surtout, qui ont créé et maintenu plus de 886 emplois dans toutes les régions du Québec. Tous ces investissements démontrent que non seulement les entreprises d'économie sociale sont des leviers significatifs dans l'activité économique régionale, mais prouvent aussi qu'elles s'intègrent parfaitement dans les stratégies de développement économique plus globales. Les produits financiers novateurs de la Fiducie offrent aux entrepreneurs collectifs et aux acteurs de développement local les outils dont ils ont besoin pour mettre sur pied ou consolider leurs projets » explique Jacques Charest, directeur général de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale.

Ces investissements ne sont rendus possibles que par une collaboration soutenue avec les acteurs locaux. Dès sa création, la Fiducie du Chantier de l'économie sociale a mis en place un ensemble de mesures pour lui permettre de renforcer ses liens avec l'ensemble des régions du Québec. Afin de continuer dans cette voie, la Fiducie a organisé en 2009 une tournée d'information à travers les régions du Québec. Cette tournée avait pour objectif d'informer le plus grand nombre possible d'organismes de développement sur les produits de la Fiducie, et ce, de façon personnalisée. « Cette tournée fut couronnée de succès tant par le nombre de personnes et d'organismes rencontrés que par la qualité des échanges qui y ont eu lieu » mentionne monsieur Charest. En effet, la Fiducie du Chantier de l'économie sociale a rencontré quelque 300 personnes œuvrant au sein de plus de 125 organismes locaux et ce, dans l'ensemble des régions du Québec. Cette tournée s'inscrivait dans le cadre de la stratégie globale concernant la promotion et le positionnement de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale qui, en bout de ligne, lui a permis de rencontrer près de 1200 promoteurs et acteurs de développement.

L'année qui vient de s'écouler a permis à la Fiducie du Chantier de l'économie sociale de démontrer que sa façon de faire—qui au début avait été considérée comme un rêve se rapprochant de l'utopie—est, dans les faits, la base même du mode de fonctionnement de l'économie sociale au Québec : le partenariat dans le respect des spécificités de chacun. ■

1,1 M$ d'investissement et un produit de prédémarrage de 5 M$ pour bientôt

Le Réseau d'investissement social du Québec

Charles Guindon

« Le RISQ a atteint ses objectifs d'investissement pour ses produits de financement en capitalisation et en aide technique. De plus, nos résultats préliminaires pour l'année en cours, conjugués aux nouveaux engagements gouvernementaux visant, d'une part, à recapitaliser notre fonds et, d'autre part, à offrir un nouveau produit de financement pour le prédémarrage, nous permettent d'envisager d'excellentes perspectives pour 2009. » a déclaré la présidente sortante, Thérèse Sainte-Marie.

En 2008, le RISQ a participé au financement de 43 projets d'économie sociale dans les volets d'aide technique et de capitalisation, pour un investissement total de près de 1,1 M$, permettant ainsi la création et le maintien de plus de 840 emplois. Par le volet capitalisation seulement, le RISQ a investi 1 M$, ce qui a permis de générer des investissements totaux de plus de 15,7 M$. Une nouvelle politique d'investissement a été élaborée afin de s'ajuster aux nouveaux besoins des entreprises d'économie sociale, besoins qui ont beaucoup évolués depuis la création du RISQ en 1997.

En 2009, le RISQ a entamé la troisième année de son mandat d'analyse et de suivi des demandes de financement qui sont acheminées à la Fiducie du Chantier de l'économie sociale. « Nous mettons à la disposition de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, notre équipe d'analystes expérimentés qui travaillent en partenariat avec tous les acteurs locaux et régionaux de développement en économie sociale », a déclaré Stéphane Chabot, directeur général du RISQ.

Les innovations seront plus importantes en 2009 alors qu'un nouveau produit de prédémarrage, doté d'une enveloppe de 5 M$ annoncée dans le budget 2009 du gouvernement du Québec, sera prêt à être lancé. Jusqu'à maintenant, le RISQ couvre le créneau d'investissement de 50 000 $ et moins et intervient auprès des entreprises en phase de démarrage, de consolidation, de redressement et d'expansion. Toutefois, pour soutenir la croissance des entreprises d'économie sociale, le RISQ offrira bientôt un outil financier spécifique aux entreprises qui souhaitent innover ou développer de nouveaux marchés. ■

Pour une retraite sans mauvaises surprises

Lancement officiel d'un régime de retraite communautaire

Dépêche – Agence de presse Économie sociale Québec

La mise sur pied, le 1er octobre 2008, d'un nouveau régime de retraite—à prestations déterminées de surcroît!—dans un contexte économique sans dessus dessous depuis la débâcle des marchés financiers de la planète traduisait-elle un jovialisme débridé chez ses auteurs ou encore, l'intime conviction de pouvoir ainsi assurer à de futurs retraités un revenu complémentaire stable et garanti?

Un an plus tard et jour pour jour, c'est cette vision qui a permis, le 1er octobre 2009, aux initiateurs du projet, Relais-Femmes et le Centre de formation populaire (CFP), de présenter officiellement le Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes. Ce régime vise à assurer la sécurité du revenu de retraite de ses travailleuses et ses travailleurs qui ne peuvent compter uniquement sur la part modeste des régimes publics afin de l'améliorer sensiblement. Il s'agit ainsi de mettre fin à la drôle d'équation qui fait en sorte que celles et ceux qui ont consacré leur carrière à améliorer la qualité de vie des populations deviennent, une fois de l'autre côté du miroir, les appauvris du système.

Ayant bénéficié tout au long du processus du soutien pédagogique et technique du Services aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal, ce projet collectif est devenu un bas-de-laine sur mesure et fiable pour près de 1 500 participants, des travailleuses et travailleurs / retraitéEs de 220 groupes et dont l'encaisse s'élève à plus de 2 millions de dollars. Ces données placent présentement le Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes parmi les 108 plus importants fonds de retraite privés au Québec, sur près de 3 000.

Par ailleurs, les responsables du Régime sont unanimes pour souligner que, sans l'appui initial de la part du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du Secrétariat à l'action communautaire autonome et des Initiatives et de Centraide du Grand Montréal, ce projet n'aurait jamais vu le jour.

Lancement d'une vitrine Web

Du même coup, le Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes met maintenant à la disposition de ses membres et du grand public un nouveau site Internet. Le www.regimeretraite.ca facilitera la diffusion et l'accès rapide à toute l'information concernant le Régime, de même que l'observation de son évolution, tout cela en un clic de souris.

Une plus-value collective

Ce projet collectif possède, entre autres mérites, celui d'avoir peaufiné une formule qui permette à un nombre important de groupes de petite taille qui ne pourraient supporter un éventuel déficit actuariel d'améliorer les conditions de travail de leurs équipes. Et qui dit « conditions de travail améliorées » dit aussi : rétention des employéEs, stabilité dans la poursuite des actions visant les populations et pérennité des groupes, une plus-value collective qu'aucun autre régime de retraite n'offre à l'heure actuelle. ■

RÉGIME DE RETRAITE des groupes communautaires et de femmes

LE CHANTIER

La vie associative du Chantier : **un court bilan de l'année écoulée**

Marie-Hélène Méthé

Une vie associative active est essentielle à la vitalité de toute organisation ; le Chantier de l'économie sociale ne déroge pas à cette règle. « Les membres du Chantier y contribuent pleinement, soit par leur présence soutenue au conseil d'administration, soit par leur participation aux différents comités statutaires—pôles régionaux, jeunes et international—ou encore à des comités ad hoc sur des dossiers ponctuels et, bien sûr, à l'assemblée générale annuelle, moment fort de mobilisation du mouvement de l'économie sociale », souligne le président du conseil d'administration, Patrick Duguay.

Cette année de nouveaux joueurs ont rejoint les rangs du conseil d'administration : une représentante du Comité jeunesse, la Fédération des TVC autonomes du Québec, le Réseau des Centres de ressources périnatales du Québec, le Pôle régional d'économie sociale de Chaudière-Appalaches et la Coalition des entreprises d'économie sociale en aide domestique.

Le conseil d'administration a tenu quatre rencontres, en plus de son lac-à-l'épaule annuel de deux jours qui a eu lieu à Jouvence, une entreprise d'économie sociale située au cœur du Mont-Orford en Estrie. Au dire de Denis McKinnon, membre du comité exécutif du Chantier : « Ces deux jours, essentiels à la vitalité et à l'esprit de corps des membres du conseil d'administration, permettent de faire le bilan de l'année écoulée et de définir les orientations et les priorités pour l'année qui vient. »

Le comité exécutif a, quant à lui, veillé au bon fonctionnement du Chantier entre les rencontres du conseil d'administration ; ses membres ont participé à dix réunions. Le comité exécutif a été particulièrement actif dans le suivi des dossiers opérationnels et dans la mise en œuvre des orientations stratégiques adoptées par le conseil d'administration.

Selon Charles Guindon, directeur du développement au Chantier : « Les délibérations du conseil d'administration et du comité exécutif ont donné des orientations claires aux membres de l'équipe et ont rigoureusement alimenté le suivi des grands dossiers de la dernière année, notamment le Plan d'action gouvernemental en économie sociale, l'évolution des outils financiers, les rapports internationaux, le statut juridique des associations, les stratégies de communication et de commercialisation et le suivi des pistes d'action identifiées au Sommet de l'économie sociale et solidaire de 2006. »

Les réseaux et les entreprises membres du Chantier ont activement participé aux travaux de nombreux dossiers sectoriels et régionaux, apportant des conseils et des propositions d'action aux membres de l'équipe, particulièrement pour les secteurs de l'habitation, de l'aide domestique, de l'environnement et du développement local et régional.

Finalement, des représentants du conseil d'administration et des membres de l'équipe du Chantier contribuent également à la vie associative de d'autres organisations en participant pleinement aux Conseils d'administration du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) et du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ESAC), de Commodus, de Webtv. coop, du Régime de retraite des groupes communautaire et de femmes ainsi qu'au Conseil des fiduciaires de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale. ■

Relations pancanadiennes

Durant la dernière année, les liens du Chantier avec ses partenaires canadiens se sont maintenus, notamment avec le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDEC) - avec qui il a un partenariat formel depuis plusieurs années - ainsi qu'avec le mouvement coopératif canadien et les acteurs de la finance solidaire. Cette collaboration s'est manifestée par des interventions ponctuelles, par exemple à l'occasion des élections fédérales et auprès du nouveau chef du Parti libéral du Canada. La participation du Chantier au réseau canadien de recherche, le SE Hub, lui a aussi permis de demeurer au fait des avancées dans différentes régions du Canada.

Il faut également souligner le projet d'organisation d'un Sommet pancanadien en 2010 qui suit toujours son cours. Le Chantier a offert sa collaboration pour la tenue de cet événement rassembleur qui aura lieu à Ottawa en juin 2010. ■

Sur le fil de presse…

Carole Lévesque

La promotion et la représentation étant au cœur de la mission du Chantier de l'économie sociale, tout ce qui s'y passe traverse, en grande partie, le prisme d'une communication efficace : circulation de l'information auprès des membres et des réseaux, préparation des outils promotionnels, coordination des communications externes et gestion de la place du Chantier dans les médias.

L'année 2008–2009 a été particulièrement bien remplie à tous ces chapitres, comme nous l'expliquent Jacques Hérivault, responsable des communications stratégiques au Chantier : « Depuis l'année dernière, nous avons entrepris d'actualiser l'ensemble des outils de communications, autant les outils corporatifs que nos méthodes de communications externes ». Que ce soit le dépliant promotionnel du Chantier, le site Internet ou le bulletin aux membres, ils ont tous subi une refonte de leur contenu et de leur image. « Le nouveau site du Chantier est sur le point d'être mis en ligne. Il nous permettra d'être plus efficaces dans la promotion des contenus que le Chantier souhaite mettre à l'avant-plan. D'autres projets d'outils promotionnels sont sur la planche à dessin. »

Des efforts de promotion auprès des membres, des entreprises et des partenaires du Chantier ont été faits pour promouvoir le tout nouveau site achetersolidaire.com. « Nous avons de grandes ambitions pour achetersolidaire.com. Avec le temps, il deviendra un outil de commercialisation précieux au service de toutes les entreprises d'économie sociale au Québec. Malgré une insistance de notre part auprès des entreprises à travers une promotion soutenue, l'inscription de produits et services demeure insuffisante. achetersolidaire.com, tout comme le portail, est une vitrine commerciale gérée par les entreprises elles-mêmes et c'est relativement simple d'y inscrire ses produits et services. Nous allons devoir redoubler d'effort pour communiquer ses avantages et ses perspectives d'avenir » d'insister Jacques Hérivault *(NDLR : lire Le visage Web de l'économie sociale, p. 9)*.

Au printemps 2009, le Chantier s'est impliqué dans deux initiatives touchant particulièrement les coopératives. D'abord, conjointement avec le Réseau de la coopération du travail du Québec (RÉSEAU), la Coopérative de développement régional Montréal-Laval et le Comité d'économie sociale de l'île de Montréal, le Chantier a participé à l'organisation du colloque *Développer Montréal Pensez Coop!* qui s'est tenu au mois de mars 2009. Lors de la fête des travailleuses et des travailleurs le 1er mai 2009, une campagne particulière de promotion pour souligner la contribution des coopératives de travail a également été réalisée grâce à une collaboration entre le RÉSEAU, la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides et la coopérative de travail 1-20MÉDIA. Jacques Hérivault est très enthousiaste : « Surveillez vos courriels et médias sociaux le printemps prochain car, fort de son succès, c'est une expérience que l'on va sûrement répéter! »

En ce qui concerne les communications externes, le Chantier est intervenu dans de nombreux dossiers au cours de l'année, notamment celui de l'aide domestique. « Nous apportons un soutien constant à nos partenaires du secteur de l'aide domestique, que ce soit dans leurs démarches vis-à-vis le gouvernement fédéral sur l'enjeu de numéro d'organisme de charité pour certaines entreprises ou dans leurs longues luttes avec le gouvernement à Québec pour un financement adéquat du PEFSAD » souligne Jacques Hérivault *(NDLR : lire L'aide domestique : encore du travail sur la planche, p. 3)*. Plusieurs autres occasions ont marqué les interventions publiques du Chantier comme l'annonce du plan d'action en économie sociale du gouvernement du Québec, les élections fédérales de 2008, la signature du partenariat en économie sociale de la ville de Montréal, le cycle budgétaire à Québec (l'énoncé économique en 2008, les consultations prébudgétaires et budget au mois de mars 2009) et le dépôt du projet de loi 51 du gouvernement québécois qui, dans sa forme originale, remettait en cause le statut et la mission des CPE-bureaux coordonnateurs. « Heureusement qu'après une belle mobilisation, des interventions percutantes des organismes concernés, au premier chef celle de l'AQCPE, en commission parlementaire, que le ministre s'est rendu aux arguments des intervenants. »

Au cours de l'année, le Chantier et l'économie sociale ont aussi connu une attention particulière de la part des médias, tant traditionnels que communautaires. Pour ne donner que quelques exemples, un très beau reportage a été produit par l'émission Kilomètre Zéro à Télé-Québec sur la crise économique et l'économie sociale mettant en vedette, en première partie, le président du conseil d'administration du Chantier, Patrick Duguay et présentant ensuite de très beaux portraits d'entreprises. Kilomètre Zéro a aussi fait un excellent reportage sur les entreprises adaptées la semaine suivante. Ces reportages sont d'ailleurs toujours disponibles sur leur site Internet http://kilometrezero.telequebec.tv. Du côté de la presse écrite, le journal Alternatives a ouvert ses pages au Chantier pour qu'il puisse s'exprimer sur l'état de l'économie sociale au Québec, l'Actualité a inclus Nancy Neamtan dans son palmarès des 25 Québécois qui préparent la relance en faisant un portrait du projet novateur d'un marché secondaire pour l'économie sociale et l'Itinéraire, pour son numéro spécial 15e anniversaire, a consacré un dossier complet à l'économie sociale. « Les médias communautaires ont, eux aussi, beaucoup parlé d'économie sociale et des nombreux projets innovants partout au Québec touchant particulièrement les communautés qu'ils desservent. Je dois souligner la contribution particulière de l'émission À l'échelle humaine de CIBL 101,5 FM à Montréal et de ses partenaires en région qui ont fait un excellent travail concernant l'actualité propre au monde de l'économie sociale au Québec » a conclu Jacques Hérivault. ■

Ailleurs dans le monde

La solidarité internationale est au cœur des valeurs du Chantier de l'économie sociale et, cette année, plus que jamais, elle s'est manifestée par de nombreux échanges avec des acteurs de l'économie sociale sur tous les continents. Le «modèle québécois» porté par le Chantier attire l'attention de beaucoup de réseaux internationaux et son expertise est sollicitée par des organisations prestigieuses telles que le Programme des Nations Unies pour le Développement (section Universitas) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (Programme ILDE). L'accueil de délégations de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Europe et d'Asie ainsi que la participation du Chantier à des missions à l'étranger en témoignent bien.

« La présence du Chantier dans de nombreux événements internationaux d'envergure a le vent dans les voiles. Les invitations ne cessent d'arriver. Par exemple, en mai dernier, l'Organisation internationale du Travail nous a invité, dans le cadre de la 98e session de la Conférence internationale du Travail à Genève, à présenter la contribution de l'économie sociale à des stratégies de sortie de crise » explique Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier. « On peut également souligner la participation d'une importante délégation du Chantier à Lux 09, la IVème Rencontre sur la globalisation de la solidarité qui a eu lieu en Europe en avril 2009. » rajoute-elle.

Par ailleurs, à la suite d'une décision de son conseil d'administration stipulant d'assumer des mandats de représentation au sein du Réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS), le Chantier est devenu membre du RIPESS Amérique du Nord. Il a également été élu comme un des deux représentants de l'Amérique du Nord au Conseil d'administration du RIPESS. Le comité international du Chantier est en restructuration afin de remplir pleinement son mandat. ■

valeurs ajoutées

L'ÉCONOMIE SOCIALE.
ÇA PARLE D'ARGENT ET DE **VALEURS HUMAINES.**

Le visage Web de l'économie sociale

Jacques Hérivault

Après deux années d'existence, qu'en est-il d'Économie sociale Québec? L'outil interactif de réseautage et de promotion des entreprises collectives québécoises répond-il aux attentes? Est-ce qu'il nous réserve des surprises?

Selon Carole Lévesque, chargée de projets en communication au Chantier de l'économie sociale et responsable du portail, le développement de la nouvelle plate-forme est tout à fait satisfaisant. « Nous avons mis beaucoup d'efforts pour dynamiser le site et encourager les entreprises à l'alimenter. La partie n'est certainement pas gagnée—c'est un travail de longue haleine—, mais disons que sa progression est très encourageante. » Durant l'année, l'équipe a mis beaucoup d'énergie sur la mise à jour du répertoire des entreprises et sur la prise en charge des pages régionales par les pôles d'économie sociale. Ces deux aspects ont une incidence sur l'achalandage. « Dans les statistiques, nous avons remarqué que les pages régionales prises en charge par les pôles augmentaient leur achalandage. Cela s'explique probablement par une diversification du contenu, mais également par la promotion plus locale que les pôles font du site. » Un des objectifs pour l'année qui vient est d'ailleurs de faire en sorte d'augmenter la participation des pôles à l'animation du portail, faire rayonner davantage la dimension régionale du site.

Sortir de la marge

Si vous faites partie de la grande communauté Facebook, vous pouvez maintenant devenir ami d'Économie sociale Québec et, si vous préférez Twitter, vous pouvez y suivre les nouvelles du portail. L'économie sociale n'échappe donc pas à « l'air du temps » technologique. « Les réseaux sociaux sont presque devenus incontournables », souligne Carole Lévesque. « Au début, ces médias s'adressaient plutôt aux particuliers, mais rapidement, les grandes entreprises, les PME, les organismes, les artistes, même les politiciens, ont compris l'utilité promotionnelle et l'influence de ces réseaux. Dans le cas du portail, notre page Facebook et notre profil Twitter nous permettent de rejoindre un public que nous ne rejoignons pas nécessairement par nos réseaux habituels. Nous avons accès—par les amis des amis—à des gens qui ne sont pas nécessairement sensibilisés à notre travail. » C'est d'ailleurs l'un des défis de tous les sites spécialisés comme le portail : élargir son public, agrandir les rangs de celui vendu d'avance.

Une autre stratégie pour aller chercher des visiteurs et de nouveaux adeptes est la mise en ligne du site achetersolidaire.com, un catalogue de produits et de services des entreprises d'économie sociale. La consommation responsable et le développement durable prennent une place de plus en plus importante dans le paysage économique, ce qui provoque des changements dans les comportements des consommateurs institutionnels et individuels. « Depuis quelques temps, on sent une conscience plus aiguë chez les consommateurs de faire des achats locaux, à valeurs ajoutées. L'intérêt pour les produits et les services des entreprises d'économie sociale devient donc plus intéressant. On reçoit beaucoup de courriels de gens qui nous demandent où ils pourraient trouver tel ou tel produit offert par une entreprise d'économie sociale. On ne peut plus passer à côté maintenant », explique la responsable du portail.

Face à la demande, cette nouvelle interface permettra aux consommateurs, aux acheteurs corporatifs ainsi qu'aux ministères d'avoir accès directement aux produits et aux services des entreprises d'économie sociale. Elle permettra également aux entreprises d'économie sociale de faire la promotion de leurs produits et de leurs services, autant auprès des citoyens qu'auprès des autres entreprises d'économie sociale, et ce, partout au Québec.

Et pour la suite des choses…

En visitant régulièrement Économie sociale Québec, on se rend rapidement compte qu'il ne cesse de se développer. Selon Carole Lévesque, le portail est de plus en plus connu, notamment grâce à un excellent référencement sur les grands moteurs de recherche. « Le travail se poursuit avec le portail, nous continuons de l'alimenter, dans faire sa promotion, de l'utiliser comme outil de travail. » Et qu'est-ce qu'on projette pour l'avenir? « Avec un portail Internet, le travail est perpétuel, on n'arrête jamais de l'améliorer, on ne lui donne jamais assez de visibilité. Idéalement, le but ultime, c'est qu'Économie sociale Québec devienne LA référence en matière d'économie sociale, qu'il reflète sa diversité et son importance partout au Québec. Et ça va le devenir, il faut seulement un peu de temps. » ■

Les liens régionaux et locaux : des nouvelles structurantes !

Marie-Hélène Méthé

L'annonce, en novembre 2008, du Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif *Économie sociale : Pour des communautés plus solidaire* est une résultante fort positive du partenariat établi entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), le Chantier de l'économie sociale et ses partenaires territoriaux et sectoriels depuis bientôt deux ans. Selon André Richard, représentant du Pôle régional d'économie sociale de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine au conseil d'administration du Chantier, « le fait saillant de ce plan d'action est sans contredit l'annonce du financement quinquennal en soutien au réseautage et à la concertation régionale en économie sociale; c'est la reconnaissance du rôle important que jouent les pôles régionaux d'économie sociale. » Cette reconnaissance des rôles de réseautage et de concertation régionale des pôles régionaux se traduira concrètement par la signature d'ententes spécifiques en économie sociale avec les Conférences régionales des élus (CRÉ) et un montant annuel de 50 000 $, pendant cinq ans. De plus, l'importance des liens partenariaux entre le Chantier de l'économie sociale et les Pôles régionaux d'économie sociale est nommément inscrite dans le préambule du cadre de référence de ces ententes.

Mario Tardif, représentant du Pôle régional de l'Abitibi-Témiscamingue, nous résume ainsi les travaux des pôles, en partenariat avec le Chantier : « Les trois rencontres nationales annuelles des pôles régionaux, prévues dans le cadre général des ententes Chantier/Pôles, sont des moments riches en échange, en partage et en réseautage. Cette année, lors de ces rencontres, l'accent a été mis sur la participation des pôles au portail de l'économie sociale, notamment leur page régionale respective, la mise à jour du répertoire des entreprises d'économie sociale par région, la promotion de l'économie sociale, la construction de portraits régionaux comparables et le développement d'outils promotionnels communs. Nous avons également discuté d'enjeux sectoriels et de stratégies communes, notamment pour le dossier de l'aide domestique. » Ces rencontres ont eu lieu à Wendake, à Montréal et à Lévis. Cette dernière rencontre s'est déroulée dans le cadre du colloque annuel du Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ES), organisé conjointement avec les régions de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches.

Par ailleurs, le Chantier a entrepris, conjointement avec la Table nationale des corporations de développement communautaire (CDC), une démarche visant un meilleur arrimage entre les CDC, qui regroupe localement de plus en plus d'entreprises d'économie sociale, et les pôles régionaux.

En terminant, le Chantier a participé à un lac-à-l'épaule, organisé par le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ). Cette réunion se voulait une réflexion collective approfondie sur l'économie sociale et, plus précisément, sur un modèle autochtone d'économie sociale. Dans la foulée de cette réflexion, le regroupement a décidé de mettre en place un Cercle autochtone d'économie sociale; le Cercle se joindra éventuellement au réseau des Pôles régionaux. Josée Goulet, représentante du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec au conseil d'administration du Chantier, rappelle que « cette démarche de réflexion, notamment avec le Chantier de l'économie sociale, s'inscrit dans l'entente partenariale que le Regroupement et le Chantier ont signée en 2006. » ■

La voix des jeunes en économie sociale

Catherine Gagné et Geneviève Huot

Quoi de mieux pour faire le bilan des activités 2008-2009 du Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale qu'une rencontre avec sa porte-parole ? C'est ce que nos deux reporters, Catherine Gagné et Geneviève Huot, on fait en rencontrant Mélanie Hamel.

Une nouveauté au sein du Comité jeunesse

Parmi les faits saillants du Comité jeunesse, la nomination d'une porte-parole s'avère en être un d'importance. C'est une première dans la vie du comité. Une jeune porte-parole—qui ne fait pas partie de l'équipe du Chantier—a maintenant la légitimité pour représenter le Comité jeunesse dans différents événements, prendre la parole en son nom et siéger au CA du Chantier. Cette nouvelle représentante donne de la crédibilité aux actions du Comité jeunesse auprès de ses partenaires et a un effet mobilisateur chez les jeunes. Mélanie Hamel, désignée à ce poste, assure que cette nouveauté a été reçue très favorablement par les membres du comité. « Je ne dis pas ça parce que c'est moi qui occupe le poste. Avant de choisir notre représentant, nous étions unanimes à saluer cette nouveauté et cette reconnaissance de la part du CA du Chantier. »

Deux cinés-débats

Concrètement, le Comité jeunesse a organisé deux ciné-débats cette année. Le premier, se voulant plus intime, était une activité de mobilisation pour des jeunes susceptibles de s'engager au sein du Comité jeunesse. Les jeunes présents ont visionné « Enrichir le pays », l'un des « Manifestes en série » d'Hugo Latulippe traitant de l'économie. Cette projection a servi de base à une discussion visant à identifier des idées porteuses pour orienter la vision du Comité jeunesse et pour développer ses activités.

Le second ciblait le grand public et était organisé dans le cadre de la campagne du 1er mai. Pour souligner la fête des travailleuses et travailleurs, le Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale et le Réseau de la coopération du travail du Québec ont proposé un événement visant à souligner le dynamisme des coopératives de travail qui contribuent à humaniser l'économie et à améliorer les conditions des travailleurs. La projection de capsules vidéo produites par Mélina Morin dans son projet Exploraction a été suivie d'un panel réunissant des jeunes coopérateurs du travail.

Des partenariats

Parallèlement à l'organisation de ces deux ciné-débats, le Comité jeunesse s'est impliqué dans d'autres projets. Il a suivi les travaux du Comité d'économie sociale de la Mauricie concernant la sensibilisation des jeunes à l'économie sociale et a également établi un partenariat avec le Forum jeunesse de l'Île de Montréal pour son Action jeunesse structurante en économie sociale, visant principalement à inciter les jeunes à s'engager en économie sociale, soit de façon professionnelle, soit de façon bénévole.

Le Comité jeunesse a aussi participé activement à deux activités organisées par le Réseau étudiant en économie sociale (REES), qui s'articulaient autour de conférences et de visites d'entreprises collectives.

Le rôle de la porte-parole

Finalement, interrogée sur son rôle en tant que porte-parole, Mélanie explique que son travail consiste à « aider à préparer les rencontres et les activités. Je fais aussi de la représentation, bien sûr. J'ai participé à des rencontres politiques. Mais d'autres membres du comité s'impliquent parce que je ne suis pas seule à tout porter sur mes épaules. Nous avons été présents à différentes activités, notamment avec la Jeune Chambre de commerce de Montréal, le Comité des jeunes de la FTQ, etc. Une des qualités du Comité jeunesse, c'est que ça ne repose pas sur une seule porte-parole, mais bien sur divers jeunes et dynamiques leaders en économie sociale. C'est certain que le Comité jeunesse compte aussi sur l'appui et le travail soutenu de l'équipe du Chantier. Sans cela, on ne pourrait pas réaliser tout ce qu'on veut. »

Il reste à souhaiter que les jeunes continuent d'être animés par la même flamme qui semble inspirer Mélanie Hamel. ■

Un colloque qui clôture une année des plus actives

Denis Bussières

Le 28 mai dernier se tenait à Lévis le 3e Colloque du Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ES). Ce colloque clôturait une année de partenariats fructueux entre les pôles régionaux d'économie sociale et les universités dans 8 régions du Québec. L'événement a attiré plus de 100 personnes provenant de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et de plusieurs autres régions du Québec intéressées par les résultats de recherche qui ont été présentés, ce qui a également donné lieu à des échanges dynamiques entre les praticiens et les chercheurs.

Plusieurs projets présentés lors du colloque et qui sont en cours dans les différentes régions suscitent de l'intérêt chez les acteurs de l'économie sociale. Soulignons, entre autres, le projet sur la perception qu'ont les élus de l'économie sociale dans la région de l'Estrie, l'impact du crédit communautaire dans la Capitale-Nationale ou encore la pratique des agents d'économie sociale sur l'île de Montréal. La région de la Mauricie vient aussi de terminer son portrait de l'économie sociale qui sera diffusé dans l'ensemble des MRC de la région.

Du côté du Réseau étudiant en économie sociale (REES), la coordonnatrice Mélanie Hamel, mentionne que deux rencontres importantes on été organisées cette année ; une rencontre d'information sur l'économie sociale à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et un séminaire qui a réuni une vingtaine d'étudiants et d'étudiantes de l'ensemble du Québec. Quatre étudiants ont aussi participé à un colloque où des étudiants de plusieurs régions du Canada étaient présents. Pour Mélanie Hamel, « cette participation a permis de faire connaître l'économie sociale du Québec à d'autres jeunes du Canada ».

Pour ce qui est de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ES), la coordonnatrice, Geneviève Shields, signale « que l'ensemble des chantiers d'activités partenariales (CAP) a commencé à préparer la fin des travaux puisque cette ARUC se termine le 31 décembre 2009 ». Par exemple, au cours de la dernière année, le CAP services aux personnes a tenu une activité bilan et le CAP finance a centré ses travaux sur la mise en place d'un réseau des acteurs de la finance solidaire qui sera lancé lors d'un colloque international en décembre 2009. Au CAP Loisir et tourisme social, une recherche importante sur les liens tissés au cours des ans entre le Conseil québécois du loisir (CQL) et l'État a débuté. Ces travaux seront d'ailleurs au cœur d'un colloque sur cette question prévu à l'automne 2009. Quant au CAP Logement communautaire, à la suite de la publication, cette année, d'un livre sur le logement communautaire, il prépare un symposium qui réunira les principaux acteurs du logement communautaire au Québec.

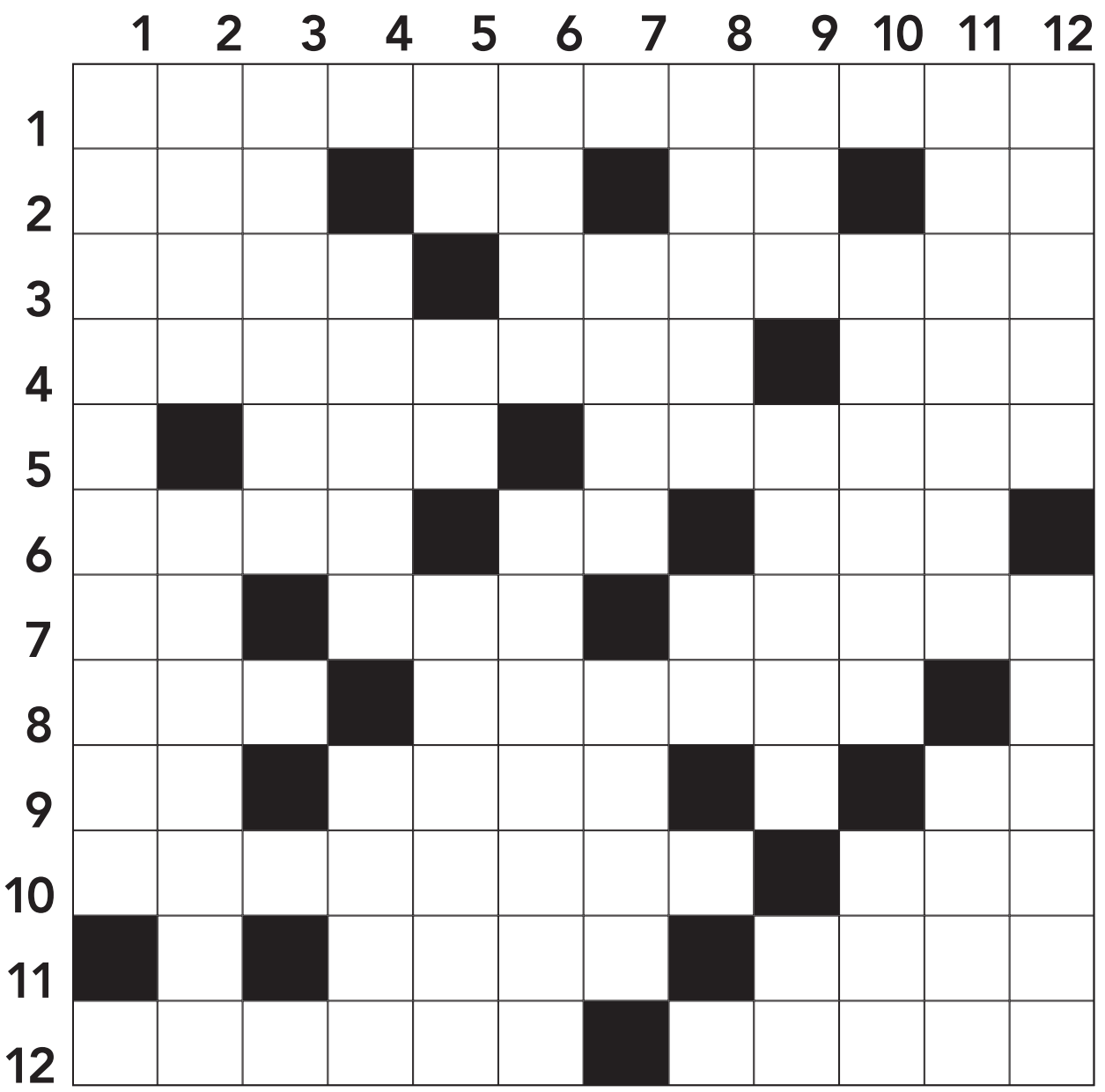
Comme l'indique Louise Sutton, responsable des communications et de la mobilisation des connaissances au RQRP-ES et à l'ARUC-ES, les efforts consacrés depuis deux ans à la valorisation des connaissances portent ses fruits. Elle souligne notamment la publication de deux guides—« La recherche partenariale : le modèle de l'ARUC-ES et du RQRP-ES » et « Guide pour la valorisation des connaissances en contexte de recherche partenariale »—qui sont de plus en plus connus et qui sont même cités en exemple par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada auprès des nouvelles alliances de recherche universités-communautés. La question de la valorisation des connaissances est dorénavant mise à l'ordre du jour des rencontres des groupes régionaux d'activités partenariales (GRAP) et du comité de coordination et représente une orientation claire pour l'organisation du colloque annuel. De leur côté, les équipes de recherche l'intègrent de plus en plus dans leur réflexion et l'inscrivent plus systématiquement dans leur planification.

Que réserve l'avenir ?

Rappelons que l'ARUC-ES terminera ses travaux en décembre 2009 et le RQRP-ES, en août 2010. Le Chantier de l'économie sociale, en collaboration avec le professeur Denis Harrison, prépare une demande pour une nouvelle ARUC-ES qui portera sur la gestion et le management des entreprises d'économie sociale. Déjà sept pôles régionaux d'économie sociale ont appuyé cette demande. Si elle est acceptée, cette nouvelle ARUC permettra de poursuivre le travail de recherche partenariale dans ces régions.

La réponse à cette demande sera connue en décembre 2009. D'ici là, plusieurs CAP de l'ARUC-ES tiendront des séminaires pour souligner la fin de leurs travaux. Du côté du RQRP-ES, des membres ont participé au colloque sur les politiques publiques à Halifax au début d'octobre 2009, colloque qui réunissait des représentants des provinces maritimes, du Nord canadien et du Québec. Plusieurs projets de recherche se termineront au cours de la prochaine année et pourront ainsi alimenter le prochain colloque qui aura lieu en Outaouais en mai 2010. ■

MOTS EN CHANTIER



Horizontalement

1. Les planifications doivent l'être
2. On est soit bête comme elle ou on en a les pattes au coin des yeux - Article espagnol - Avalé - On est soit MAC ou...
3. Pas vite - Rapport à de l'azote dans le sang
4. Mettre de l'argent dans un projet - Mot japonais désignant la face cachée
5. Or espagnol - Certaines entreprises en forment un
6. Marque l'intention - Pronom personnel - … ou non
7. Blagué - Bois d'Amérique du sud – Disposée
8. Poisson - Ils font partie des Premières Nations
9. Caché - Tribu - Les premières du Comité Jeunesse
10. Conscience environnementale - Les microbrasseries en font
11. Enlever – Imprécis
12. Des politiques portent cette couleur - Les vœux le sont parfois

Verticalement

1. Osez la…
2. À toi - Capital patient
3. Jamais facile à faire pour la direction
4. Perdu de son lustre - Ferme un dossier
5. Forme complément du pronom personne de la deuxième personne du singulier - Monoxyde de soufre – Certains projets le sont lorsque à l'essai
6. Choisit son représentant - Les EESAD en font
7. Rigoler - Fédérer
8. Espagnol de l'Antiquité - 3,1416
9. Préposition interrogative - Variété - Interjection dédaigneuse
10. Les avions en ont, les comètes aussi - Blonde
11. Assainissait - À celui qui nous énerve, on aimerait bien le lui river
12. Les valeurs ajoutées ont le leur - L'économie sociale en compte plusieurs

Mission du Chantier

La principale MISSION du Chantier de l'économie sociale est de promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de la structure socio-économique du Québec. Le Chantier travaille ainsi à favoriser et à soutenir l'émergence, le développement et la consolidation d'entreprises et d'organismes d'économie sociale dans un ensemble de secteurs de l'économie pour répondre aux besoins des communautés et pour créer des emplois durables. Favoriser et soutenir la concertation des divers acteurs de l'économie sociale est aussi au coeur même de la mission du Chantier.

achetersolidaire.com

Votre vitrine commerciale internet à votre service.

Le Conseil d'administrationdu Chantier de l'économie sociale

Présidence du Conseil d'administration

Patrick Duguay*
Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais

Présidence direction générale

Nancy Neamtan*
Regroupement des entreprises d'économie sociale

Daniel Berthiaume*, jusqu'en janvier 2009

Conseil québécois des entreprises adaptées

Francine Beaulieu
Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec

Louise Boucher
Réseau des Centres de ressources périnatales du Québec

Marie-Claude Gasse
Coalition des entreprises d'économie sociale en aide domestique

Richard Gravel*
Collectif des entreprises d'insertion du Québec

Éric Lefebvre
Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec

Marc Paquette, jusqu'en décembre 2008
Fédération des coopératives des paramédics du Québec

Jean Robitaille*
Association québécoise des Centres de la petite enfance du Québec

Jocelyne Rouleau, jusqu'en octobre 2008
Confédération québécoise des coopératives d'habitation

François Vermette
Regroupement québécois des OSBL en habitation

Regroupement d'organisations de développement de l'économie sociale

Édith Cyr
Association des groupes de ressources techniques du Québec

Serge Ouellet
Association des Centres locaux de développement du Québec

Louise St-Jacques
Réseau de la coopération du travail du Québec

Thérèse Ste-Marie*
Regroupement des CDEC du Québec

Lucie Villeneuve*
Réseau québécois du crédit communautaire

Pôles régionaux d'économie sociale

Patrick Duguay*
Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais

Pierre Morrissette
Pôle régional d'économie sociale de l'Île de Montréal

Lynn O'Cain*
Pôle régional d'économie sociale de la Mauricie

André Richard
Pôle régional d'économie sociale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Carole Richer
Pôle régional d'économie sociale du Saguenay-Lac-Saint-Jean
Remplacée en mai 2009 par

Manon Leblanc
Pôle régional d'économie sociale de Chaudière-Appalaches

Centrales syndicales

Esther Désilets
Remplacée en novembre 2008 par

Isabelle Coulombe
Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec

Nathalie Guay
Confédération des syndicats nationaux

Mouvement communautaire

Denis McKinnon*
Table nationale des corporations de développement communautaire

Mouvement des femmes

Danielle Fournier
Relais-Femmes

Premières Nations

Josée Goulet
Regroupements des centres d'amitié autochtones du Québec

Grands mouvements

Sonia Vaillancourt
Conseil québécois du loisir

Membres d'office

Stéphane Chabot
Réseau d'investissement social du Québec

Jacques Charest
Fiducie du Chantier de l'économie sociale

Céline Charpentier
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire

Jean-Marc Fontan
ARUC en économie sociale et RQRP en économie sociale

Mélanie Hamel
Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale

Membre cooptée

Margie Mendell
School of Community & Public Affairs, Concordia University

*Membres du Comité exécutif

L'équipe

Véronique Affoum, Secrétaire-réceptionniste et préposée à l'information générale
Chantal Aznavourian, Chargée de projet, Développement
Lise Boisvert, Coordonnatrice administrative et responsable de l'agenda
Denis Bussières, Coordonnateur, Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale - ARUC en économie sociale
Ariane Denault-Lauzier, Chargée de projet, Dossiers internationaux, jusqu'en février 2009
Catherine Gagné, Chargée de projet, Liens avec les régions et les réseaux, répertoire des entreprises de l'économie sociale, Comité jeunesse
Charles Guindon, Directeur du développement
Jacques Hérivault, Responsable des communications stratégiques
Geneviève Huot, Chargée de projet, Développement et veille stratégique
Carole Lévesque, Chargée de projet, Communications et responsable du portail
Marie-Hélène Méthé, Directrice-générale adjointe et responsable des liens avec les régions et les réseaux

Ressources contractuelles

Jean-François Aubin, Dossiers internationaux
France Benoît, Comptable
Carole Couturier, Chargée de projet, Programme fédéral, Formation et transfert, jusqu'en mars 2009
Sylvain Giroux, CMA, Comptable en management accrédité
Félix Lafrance, Entrée de données

Liste des sigles et acronymes

ACLDQ	Association des centres locaux de développement du Québec
AGRTQ	Association des groupes de ressources techniques du Québec
AQCPE	Association québécoise des centres de la petite enfance
ARCQ	Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec
ARUC-ES	Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale
CAP	Chantier d'activités partenariales
CDC	Corporation de développement communautaire
CDEC	Corporation de développement économique et communautaire
CDR	Coopérative de développement régional
CECI	Centre d'étude et de coopération internationale
CESIM	Comité d'économie sociale de l'Île de Montréal
CLD	Centre local de développement
CPE	Centre de la petite enfance
CQCH	Confédération québécoise des coopératives d'habitation
CQCM	Conseil québécois de la coopération et de la mutualité
CQL	Conseil québécois du loisir
CRE	Conférence régionale des élus
CRISES	Centre de recherche sur les innovations sociales
CRP	Centre de ressources périnatales
CSMO-ÉSAC	Comité sectoriel de main-d'oeuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CSST	Commission de la santé et de la sécurité au travail
DÉC	Développement économique Canada
ÉCOF	Économie communautaire de Francheville
EÉSAD	Entreprise d'économie sociale en aide domestique
FAQDD	Fonds d'action québécois en développement durable
FBES	Forum brésilien en économie solidaire
FCSDQ	Fédération des coopératives de services à domicile et de santé du Québec
FIM	Fonds d'investissement Montréal
FLHLMQ	Fédération des locataires d'habitation à loyer modique du Québec
FQHC	Fonds québécois d'habitation communautaire
FQM	Fédération québécoise des municipalités
FRAPRU	Front d'action populaire en réaménagement urbain
FSTQ	Fonds de solidarité FTQ
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
GESQ	Groupe d'économie solidaire du Québec
GRAP	Groupe de recherche et d'activités partenariales
HLM	Habitation à loyer modique
MAMROT	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MRC	Municipalité régionale de comté
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
OSBL	Organisme sans but lucratif
PEFSAD	Programme d'exonération financière des services d'aide domestique
RCAAQ	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
RCDEC	Réseau canadien en développement économique communautaire
REÉSADQ	Regroupement des entreprises d'économie sociale en aide domestique du Québec
RÉSEAU	Réseau de la coopération du travail du Québec
RÉSO	Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest de Montréal
RIPESS	Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire
RISQ	Réseau d'investissement social du Québec
RQOH	Réseau québécois des OSBL d'habitation
RQRP-ÉS	Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale
SADC	Société d'aide au développement des collectivités
SCHL	Société canadienne d'hypothèque et de logement
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TNCDC	Table nationale des Corporations de développement communautaire
UMQ	Union des municipalités du Québec
UQAM	Université du Québec à Montréal